

## MISSION DU LESSOUTO

COMMENT LES NÉGOCIATIONS POUR LE RÉTABLISSEMENT  
DE LA PAIX ONT ÉTÉ REPRISES

*Lettre de M. le Dr Casalis.*

Hermon, le 20 avril 1881.

Je suis venu ici pour mettre cette lettre à la poste de Wepener et voir en même temps nos amis Dieterlen. Nous avons de nouveau un armistice de quelques jours, après lequel la guerre cessera tout à fait ou passera probablement sous la direction du gouvernement d'Angleterre. D'après les journaux d'hier, le ministère Sprigg était agonisant, et s'il tombe (1), il y aura un revirement complet dans les affaires. De toutes manières, ceci est un moment fort critique ; nous en attendons les résultats avec anxiété, mais aussi avec confiance.

Il y a quelques jours, les chefs reçurent, à notre grande surprise, une lettre officielle leur disant que sir Hercules Robinson était toujours bien disposé en leur faveur et qu'il s'offrait comme arbitre entre eux et le gouvernement de la Colonie. Là-dessus les chefs se réunirent et d'écrivirent une lettre dans laquelle ils déclaraient qu'ils étaient tout prêts à placer leurs affaires entre les mains du gouverneur. Cette lettre, pour lui donner plus de poids, fut envoyée à M. Griffith par une députation que M. Henry Dyke et moi fûmes priés d'escorter et d'introduire à Masérou. C'était la première fois, depuis le commencement de la guerre, que nous allions mettre les pieds dans cette enceinte fortifiée. Quelle fourmi-

---

(1) Il est tombé depuis.

(Note des Réd.)

lière ! Les Bassoutos qui s'étaient déclarés pour le gouvernement y étaient en grand nombre et faillirent nous faire une ovation. M. Griffith nous reçut fort bien ; naturellement tout étant officiel, diplomatique, nous nous bornâmes à un échange pur et simple des civilités d'usage en pareilles circonstances.

Cela s'était passé un samedi. Le vendredi suivant, vendredi saint, arriva la réponse. M. Griffith désirait avoir une entrevue personnelle avec le chef Lérotholi tout près de Masérou, et demandait qu'il fût accompagné de ses missionnaires.

Maint prophète crut l'occasion bonne pour déclarer que Lérotholi allait être pris, tué, ensorcelé, que sais-je encore ? Mais Letsié et son fils firent la sourde oreille, et, dimanche, nous nous rencontrâmes avec l'agent du gouvernement, qui noblement montra sa confiance aux Bassoutos en venant se placer au milieu d'eux avec cinq suivants non armés. Lérotholi, malgré tous ses efforts, n'avait pu empêcher des milliers de ses gens d'accourir et de se cacher dans tous les replis du terrain du voisinage.

M. Griffith voulait s'assurer lui-même de la sincérité de Lérotholi. Celui-ci déclara franchement qu'il désirait la paix et qu'il était prêt à accepter la décision du gouverneur, *pourvu* que la question du désarmement fût réservée. L'entrevue fut franche et cordiale ; elle se termina par l'assurance qu'un nouvel armistice serait proclamé et que les femmes même pourraient aller moissonner les sorghos dans les lieux exposés.

M. Griffith répéta à plusieurs reprises que si la décision du gouverneur (« qui, » me dit-il confidentiellement, « sera très raisonnable ») était repoussée, les Bassoutos auraient désormais affaire à lui, comme Haut-Commissaire de la Reine, et non plus simplement aux ministres du gouvernement de la Colonie.

Dans deux ou trois jours nous aurons probablement la réponse finale du Cap. Dieu veuille qu'elle soit favorable à

nos natifs. J'estime qu'ils désirent sincèrement la paix. Mais ils ont le sentiment que jusqu'ici ils ont tenu tête aux blancs ; ils ne sont pas humiliés n'ayant pas été battus. Quant au désarmement tel que M. Sprigg l'avait ordonné, ils n'en veulent pas. Mais en voilà assez sur ce sujet pour aujourd'hui ; d'ailleurs, le télégraphe vous aura déjà appris toutes ces négociations.

Nos amis Dieterlen vont bien, mais ils sont encore complètement isolés. Voici près d'un mois que nous n'avons rien reçu de vous. La poste est dans un désordre effrayant et nos lettres s'égarèrent. On en trouve à Masérou, à Wepener, etc., et qui sait si elles ne s'arrêtent pas même au Cap. Dans tous les cas, nous n'apprenons plus rien au sujet du matériel d'ambulances. J'en ai écrit à l'ami chargé par vous de recevoir les objets au point de débarquement, au secrétaire de la « Croix rouge du Cap, » à M. Orpen, membre du Parlement, pour lui communiquer la correspondance de M. Sprigg (1) ; à tout cela, pas un mot de réponse. J'ai sur moi une lettre à l'adresse de l'excellent M. de Bussierre pour le remercier, mais je ne voudrais la faire partir qu'après avoir appris que son envoi était au moins débarqué.

Dès que je serai rentré à Morija, j'espère vous écrire à tête reposée. Pour le moment, je me sens très excité et fatigué par toutes ces courses diplomatiques et toutes les lettres qu'il a fallu écrire. Moi qui déteste la politique, m'y voilà plongé ! Mais si mes faibles efforts peuvent amener la paix, que j'en serai reconnaissant !...

D<sup>r</sup> E. CASALIS.

---

(1) M. Sprigg avait écrit qu'il ne pouvait accorder libre passage à notre ambulance, attendu que ce serait encourager les Bassoutos dans leur révolte, que leurs blessés pouvaient recourir aux chirurgiens de l'armée coloniale !!